

Liberte

24 10 2015

L'euro s'est échangé à 185 dinars ce week-end

Jusqu'ou ira la dégringolade ?



12

Des analystes voient dans l'effondrement spectaculaire de la valeur du dinar enregistré depuis l'entame de la deuxième décade du mois en cours, sur le marché informel, une des conséquences des derniers soubresauts que connaît la scène économique et politique.

La dégringolade de la monnaie des Algériens continue et, ces deux dernières semaines, le dinar vient de perdre sur le marché parallèle 20 nouveaux points face à la monnaie unique de l'Union européenne. Jeudi dernier, au moins à l'est du pays, 1 euro a été échangé contre 185 DA, voire 190 DA pour les grosses transactions, au lieu des 165 de la première semaine du mois d'octobre en cours. Du coup, nous assistons à un recul de 12% en un espace temps si court qu'il ne peut laisser indifférents les analystes surtout que la rumeur persiste sur une éventuelle clôture de l'année 2015 avec un 1 euro contre 200 DA toujours sur le marché parallèle.

Jamais depuis l'entrée en vigueur de la monnaie unique de l'espace Schengen, le dinar algérien n'a adopté envers ce dernier un profil aussi bas. La dernière expérience du genre a été vécue début des années 1990 du temps du franc français avec des conséquences et des séquelles politiques et socioéconomiques toujours présentes de par la forte articulation entre les deux rives. Sauf s'il existe d'autres leviers invisibles, ces fortes répliques d'un séisme annoncé ne peuvent résulter que d'un fort choc subi soit au niveau du mental des acteurs du formel et de l'informel de la sphère économique nationale, soit d'une grave déprime qui s'empare de l'ensemble du paysage politico-économique du pays, soit des deux cas à la fois. Le tout accompagné de la suspicion de

l'existence d'un grave phénomène de tentative de fuite des capitaux. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il se confirme dans le temps, avec une tendance plus lourde, signe d'une crise structurelle interne plutôt que conjoncturelle.

En effet, en cumulé, et en moins d'une année, le dinar a perdu aussi bien sur le marché officiel que sur la place de l'informel, quelque 20% de sa valeur face à l'euro, et plus de 20% face au dollar. Au même moment, pour rappel, le dinar a perdu 30% de sa valeur par rapport au dollar sur le marché officiel.

Si cette dernière dévaluation du dollar sur le marché formel est volontariste, afin d'équilibrer les comptes de la banque d'Algérie face à la diminution des réserves de changes, comme expliqué lors de nos précédentes éditions, la déconfiture que l'on constate sur le marché parallèle, elle, est indépendante de la volonté des argentiers du pays et va dans le sens contraire de leurs souhaits.

Les messages de la bourse informelle de la devise

Pour des observateurs nationaux, en faisant perdre ces 12 points au dinar face à l'euro, en l'espace de quelques jours, la bourse informelle des devises est en train de dire haut ce que le gouvernement et ses prolongements politiques chuchotent à demi-mot, à savoir que le pavillon politico-économique de la maison Algérie doit s'attendre à des moments encore plus difficiles. Autrement dit, la chute du dinar va se poursuivre durant les prochains jours tant que des réponses appropriées à ces signaux envoyés par les tableaux de bord de l'économie algérienne, de la sphère formelle et informelle, ne sont pas rapidement apportées par aussi bien le gouvernement que la Banque d'Algérie. Une bourse, même s'il s'agit de celle de la devise informelle d'Alger, reste sensible aux réalités économiques, certes, mais aussi aux développements politiques et aux états psychologiques des constituants de l'environnement des affaires et du marché. Des analystes voient dans l'effondrement spectaculaire de la cotation du dinar enregistrée lors de la deuxième décennie du mois en cours sur le marché informel une des conséquences des derniers soubresauts que connaît la scène économique et politique. Une actualité qui, au lieu de rassurer les "marchés" et les "publics" face à la sombre situation économique qui se pointe, risque de créer plus de désarroi si l'effort nécessaire de réforme et de communication, qui va avec, n'est pas consenti. L'amère constat est que nos gouvernants habitués à gérer par la dépense peinent à trouver les bons réflexes, soit ceux consacrant la gestion par le résultat et l'argumentaire. La dernière tripartite fut une idéale tribune que le gouvernement et ses partenaires viennent de rater en privilégiant la rencontre de courtoisie à l'effort du débat franc, sincère et argumenté. Sur un autre registre, il est désolant de constater que près de deux décennies après sa mise sur orbite, la Bourse officielle d'Alger reste cet objet inerte qui ne reflète en rien l'état de santé aussi bien des sociétés cotées que de l'ensemble de l'économie nationale. Elle est de nos jours un autre appendice d'aucune utilité sinon que de donner une image surréaliste d'un pays faisant croire qu'il est en mouvement vers le progrès et la modernité.

Comme la nature a horreur du vide, le marché parallèle, dont celui de la devise, se substitue à la Bourse d'Alger, qui reste toujours à l'état embryonnaire malgré ses 18 ans d'existence, pour exprimer, à travers ses fluctuations, aussi bien le climat politique que celui des affaires ainsi que l'image du pays perçue par les citoyens et les "tiers".

Les indicateurs de la bourse informelle d'Alger, sont au rouge. Nos gouvernants sont-ils prêts à les voir et à prendre les décisions qui s'imposent. Ces dernières sont d'ordre politique avant d'être économiques. La question fondamentale n'est pas de savoir quelles sont les solutions à entreprendre pour renflouer les caisses de l'État en devises mais d'enclencher, en urgence, les véritables réformes politiques afin de mener le pays résolument vers le progrès, la séparation des pouvoirs et la démocratie. Le reste n'est que questions de défis "techniques" que des gouvernements et des élus légitimes relèveront dans un processus d'alternance.

M. K.